

# Introduction

---

Francis Akindès

En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire et le Nigeria constituent les deux pôles majeurs autour desquels s'organisent les relations socio-économiques. Le PIB de la Côte d'Ivoire, évalué en 2000 à environ 6 662,5 milliards de FCFA, équivalant à 13 pour cent du PIB de la CEDEAO, représente 40 pour cent de celui de l'UEMOA. L'économie ivoirienne, qui occupe ainsi le second rang, après celle du Nigeria, au sein de la CEDEAO, est considérée comme la locomotive de l'Union.

Second pôle de développement de l'espace CEDEAO après le Nigeria, la Côte d'Ivoire joue un rôle moteur au sein des pays de l'UEMOA. Son potentiel économique, ses réseaux de communication (routes et voie ferrée) et son infrastructure portuaire en font le premier partenaire commercial régional de la plupart des pays de l'Union, ainsi que le premier foyer d'immigration de la sous-région.

Dans la sous-région, les liens économiques entre la Côte d'Ivoire et ses voisins sont naturellement déterminés par la géographie. Ils le sont également par des interactions historiques et sociales, alimentées par des vagues de migration à différents moments de la construction de son histoire économique. Ce qui justifie que la Côte d'Ivoire soit devenue le principal pôle d'immigration dans la sous-région. Son rôle de leader au plan économique était assuré grâce à une longue période de stabilité politique qui dura depuis l'indépendance en 1960 jusqu'en 1999. Pour toutes ces raisons, la sous-région est sensible aux mutations politiques et économiques en Côte d'Ivoire.

Vu sous l'angle des mutations sensibles, le tournant du 24 décembre 1999 peut être analysé comme étant un virage essentiel dans la trajectoire sociopolitique de la jeune nation ivoirienne. Elle enregistre le premier coup d'État militaire de son histoire. Ce coup de force ébranla les bases sociales et politiques de son édifice économique, principale raison de son attrait. À la lecture de ce qu'a été la transition politique sous la houlette de la junte militaire, ce premier coup d'État réussi de décembre 1999, qui se voulait une entreprise de restauration d'un ordre républicain après la mort du

premier président Félix Houphouët-Boigny, n'aurait pas tenu ses promesses. Elle s'est soldée en 2000 par des « élections calamiteuses » parce que meurtrières. Trois années après ce premier coup d'État, un autre coup aux effets plus dévastateurs et plus durables marquera plus profondément les consciences et révélera à la société ivoirienne la fragilité du processus de démocratisation dans laquelle elle s'est engagée. Sont apparus au grand jour tous les maux sociaux couvés par un ordre social et politique dont le renouvellement était rendu incontournable en raison des effets de la crise économique et des exigences démocratiques liées aux changements induits par les mutations intervenues dans l'ordre géopolitique international. Dans une étude antérieure (Akindès 2004), nous avons tenté de comprendre le sens et les enjeux de cette crise sociopolitique à travers trois points essentiels. Primo, cette crise tient dans la remise en cause du modèle précocement trop mondialiste du compromis houphouétiste ; secundo elle engage désormais la société ivoirienne dans un mouvement dialectique de retribalisation-détribalisation du débat politique en vue d'une redéfinition de nouvelles règles d'accès aux ressources de plus en plus rares ; tertio, elle appelle à la fois dans ce pays un renouvellement aussi bien de la grammaire politique que des modalités de régulation sociopolitique autour de principes intégrateurs. Un ensemble de choses que la société ivoirienne est désormais contrainte d'inventer pour espérer continuer sa progression dans la paix qui, il faut le rappeler, n'exclut pas les tensions lorsque les règles du jeu deviennent désuètes.

Depuis la grave crise de septembre 2002, la crise sociopolitique a déchaîné des passions. Immigration, étranger, ethnonationalisme, nationalisme, patriotisme, guerre civile, voilà le corpus du vocabulaire à partir duquel est restitué ce qui arrive à la Côte d'Ivoire. Les efforts d'explication de la « crise » que traverse ce pays autrement présenté dans la littérature comme « relativement paisible » se déclinent surtout sur le registre de la surprise, rendant une fois encore compte du contrôle presque absolu des médias sur l'événementiel, avec finalement le risque de ne penser l'événement rien qu'à partir des canevas médiatiquement corrects. Cette capacité des professionnels de l'événementiel à fixer les mots dans lesquels l'histoire sociale doit être pensée complique la tâche des sciences sociales en même temps qu'elle nous apparaît stimulante. Pourquoi ? Parce qu'elle tend à confiner la compréhension des situations complexes à travers des mots simples. L'enjeu pour les sciences sociales et humaines est de reprendre les places qui sont les leurs en tentant de restituer le complexe à partir des mots simples, tout en les dépouillant de l'excessive simplification dont ils ont été l'objet. Avec le recul nécessaire, le défi pour les sciences sociales est de déconnecter le réel de l'idée de surprise qui empêche une plongée

dans l'analyse en profondeur de la réalité, de prendre distance avec des discours entretenant la confusion entre le simple et le simplifié et enfin de confronter au réel ces mots simples par lesquels l'on tente de rendre compte de situations complexes qui ne sont que des résultats de processus historiques sur une durée relativement longue. Concrètement, il faut resituer dans la durée et dans leur épaisseur sociale les phénomènes observés en Côte d'Ivoire depuis bientôt une dizaine d'années pour enfin les comprendre. C'est justement l'ambition de cet ouvrage collectif. Il se veut avant tout un regard de l'intérieur sur ce qu'il convient d'appeler depuis 2000 la crise sociopolitique ivoirienne.

Au lieu de lire les soubresauts de la vie sociopolitique sous un angle anémique et rien qu'à travers ses souffrances et les douleurs collectives, nous partons de l'hypothèse que la crise sociopolitique ivoirienne doit être plutôt lue comme un processus de réinvention d'un soi-collectif, d'une identité nationale. L'enjeu des luttes entre diverses forces sociales est le contrôle de la définition d'une nouvelle idée de nation et des modalités d'intégration citoyenne qui devront désormais la soutenir. Les sept contributions rassemblées dans cet ouvrage collectif organisé autour de trois sections tendent sous différents angles à alimenter cette thèse centrale.

La section 1 « La crise de gestion de la diversité » aborde la crise d'abord comme une rupture violente dans la gestion d'une diversité sociale complexe du fait de l'apport de successives vagues d'immigration à la configuration de la société ivoirienne. Une configuration encore mal connue, dont les mécanismes de gestion restée informelle a été, trente ans durant, un instrument du compromis houpouétiste. La contribution de Francis Akindès (chapitre 1) restitue ce que fut le compromis houpouétiste et en quoi la crise actuelle prend forme sur un double fond de fin de ce compromis et d'ouverture d'un champ concurrentiel de définition d'une autre idée de nation ivoirienne. Mais en l'absence d'une culture du débat, cette compétition dans la définition d'une autre Côte d'Ivoire se déploie dans une escalade de violence en tant que substitut au dialogue politique. L'un des points de discordance entre les concurrents politiques reste les critères d'appartenance ou non à la société ivoirienne. Qui est Ivoirien et qui ne l'est pas dans une société de fort apport migratoire et, par conséquent, de possibilité de fort métissage ? La contribution d'Alfred Babo (chapitre 2) prend ici tout son sens. En posant « la question de l'étranger comme le nœud gordien dans la crise ivoirienne, il questionne les usages politiques faits de la présence de l'étranger et questionne l'existence ou non d'une politique publique de l'étranger qui aurait pu permettre de trancher le débat. Ses conclusions éclairent sur les risques de déficit de définition des critères de citoyenneté dans un contexte où s'affrontent la logique nativiste et la

logique juridique de la citoyenneté. La presse écrite relaie et véhicule constamment des expressions des sentiments et, de ce fait, contribue à la construction de l'imaginaire sociétal du politique. En Côte d'Ivoire, elle « participe au débat public sur l'immigration et le statut politique de l'étranger ouest-africain », et de ce fait, a « porté régulièrement l'étranger et l'immigration au cœur des tensions et conflits politiques ». Roch Yao Gnabeli analyse comment cette presse récupère, re-formule et met en jeu la question de l'immigration ouest-africaine particulièrement, en la transformant en un enjeu politique (chapitre 3).

Dans la crise ivoirienne, la nation diversement imaginée joue un rôle important. Quelques contributions s'y consacrent dans la section 2. De toute évidence, la définition d'une autre idée de Côte d'Ivoire semble éprouver beaucoup de mal à trouver les modalités durables d'intégration de sa diversité. Les usages politiques du patriotisme et les registres d'expression de patriotisme aussi bien chez les rebelles que les animateurs de la galaxie patriotique qu'objective Dakouri Gadou (chapitre 4) en rendent compte. Il montre comment, finalement, les modalités concurrentielles de construction du patriotisme s'inscrivent plutôt dans un processus de recomposition sociopolitique qui dessine les oppositions imaginaires d'une nouvelle idée de nation ivoirienne. Comme le relève Benedict Anderson, dans l'histoire de l'imagination de communautés, le roman et la presse contribuent à créer des fictions qui s'infiltrent paisiblement et continûment dans la réalité, contribuant ainsi insidieusement à façonner cette réalité en créant cette « cérémonie des masses » autour d'objets de passion latente devenant progressivement manifeste. Le capitalisme d'imprimerie a incontestablement joué, selon Anderson, un rôle capital dans la création des « nations imaginées ». Dans les sociétés en situation d'entre-deux-cultures, les vecteurs de l'imagination mobilisée autour du même objet peuvent être autres. Aghi Bahi tente de montrer en quoi la musique populaire moderne est « un agent de la transformation profonde de la société ivoirienne » à travers le chapitre 5 intitulée « Musique populaire moderne et coproduction de l'imaginaire national en Côte d'Ivoire », il analyse comment l'art musical populaire moderne a été et continue d'être dans la société ivoirienne un support médiatique des « communautés imaginées ».

Plus que la narration et la presse écrite, la musique populaire véhicule les rhétoriques de persuasion des factions en lutte, mais aussi les argumentaires contradictoires, notamment de ce qui doit tenir lieu d'architecture politique de la frontière entre le Nous (« la communauté ivoirienne imaginée ») et le Eux (la communauté des non nationaux ou étranger). Un Nous qui, selon certains, doit être fermé à EUX afin que

l'identité primordiale soit préservée; et pour d'autres, un Nous qui laisse des lucarnes pour que parmi Eux, ceux qui désirent s'intégrer puissent en avoir la possibilité s'ils le souhaitent. Les termes de l'équation peuvent être résumés en quelques mots : rebâtir une société ivoirienne sur de nouveaux compromis institutionnels ou reconduire le compromis houphouétiste sans Houphouët ?

La lutte pour imposer l'imaginaire de la vision d'une nouvelle société ivoirienne post-houphouétiste se veut une appropriation à l'ivoirienne de l'idée moderne de nation. Mais la trajectoire ivoirienne de production de la nation et les incertitudes qui lui sont consubstantielles font de la Côte d'Ivoire un cas d'école intéressant. En ce sens que l'expérience ivoirienne apporte encore une fois de la matière pour enrichir l'effort de théorisation du rôle de l'imaginaire dans l'édification sociale de l'idée de nation et des formes d'expression du nationalisme que les travaux de Anthony D. Smith, Ernest Gellner, Eric Hobsbawm, et plus particulièrement de Benedict Anderson et de Rogers Brubaker tentent de conceptualiser. La spécificité ivoirienne vient de ce que l'expérience de mobilisation des imaginaires s'est vite transformée en objet de passion, puis en source de discorde et même de conflit armé.

Dans un contexte de pauvreté et d'inégalité croissante, la puissance de l'imaginaire autour de la construction concurrentielle de l'idée de nation a été source de libération d'une importante charge de violence dans la société. C'est ce que les textes concentrés dans la section 3 « Les enjeux politiques de la violence » de cet ouvrage essaient de comprendre en prolongeant les réflexions déjà contenues dans le chapitre 1 sur « l'escalade de la violence ». Ici Anzoumana Ouattara fait remarquer (chapitre 6) que « la Côte d'Ivoire est entrée, en décembre 1999, dans le nouveau millénaire par les portes de la violence » et « Tout se passe comme si la violence politico-militaire était devenue la grammaire de l'interaction sociale ». Surtout que l'armée, outil de la violence légitime, s'est vite privatisée et s'utilise sur le registre partisan, en tant qu'instrument des manipulateurs des imaginaires. Puisque « ... Les acteurs politiques ... n'en continuent pas moins de ruser avec la violence comme si chacun avait son armée alors que celle-ci est devenue une « poudrière » née de multiples frustrations. » L'instrumentalisation de l'armée et l'informalisation des logiques de construction de la force de défense (défense de qui et de quoi ?) étant ainsi devenues une constante dans le processus à risque de construction d'une idée de nation viable, Azoumana Ouattara analyse ici « les obstacles qui se dressent face aux tentatives réitérées, depuis les années 1990, de construire une « nouvelle armée ivoirienne », alors que nous en sommes à la troisième génération de soldats ». Alors que la force légitime se fragmente, annonçant du même

coup le degré de fragilisation de l'État, la contribution d'Akindès et de Fofana (chapitre 7) montre comment, au nom d'un amour pour la patrie diversement défini, la jeunesse s'invite dans l'arène politique, s'aligne dans les camps des aînés constitués en faction politique, idéologise l'idée de patrie, tire des rentes politiques de la situation politique en même temps qu'elle travaille à instaurer une nouvelle culture politique, laquelle se structure désormais autour de la maîtrise de la violence ou, tout au moins, des instruments de l'intimidation.

Cet ensemble de contribution a pour ambition d'éclairer le sens de l'histoire dans la trajectoire d'une jeune nation comme la Côte d'Ivoire. Nous n'avons pas la prétention d'épuiser tous les enseignements suggérés par cette crise sociopolitique ayant à son cœur la question identitaire.

Le présent ouvrage se propose modestement d'approfondir, d'une part, les enjeux politiques et économiques de la rhétorique identitaire au cœur de la crise et d'analyser, d'autre part, en quoi les recompositions en cours sont une remise en question de certains paradigmes de ce que fut « l'exception ivoirienne ». Pour ce faire, nous avons tenté (i) de documenter l'épuisement du modèle d'intégration houphouétiste ainsi que les enjeux politiques des passions identitaires qui travaillent la société ivoirienne ; (ii) d'analyser, dans la durée, la dynamique de la quête identitaire et même sa politisation à travers les usages du patriotisme et une forme de production artistique comme la musique populaire ; (iii) d'analyser comment les transformations sociales se traduisent aussi bien par la rupture avec une certaine conception de l'armée qu'à travers l'évolution des modes de construction politique comme celles portées par la jeunesse engagée dans la conflictualité.

## Référence

Akindès, F., 2004, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA.